

Le nouveau pays vaudois



CONTRE LA DÉMESURE RESTER LIBRE !

Liste **14**



*Découvrez la réalité chiffrée de la
démésure en Suisse !*

Pages 2-3



Les candidats s'engagent sur des thèmes forts

*Les thèmes principaux de notre parti sont
développés par les candidats au Conseil
national*

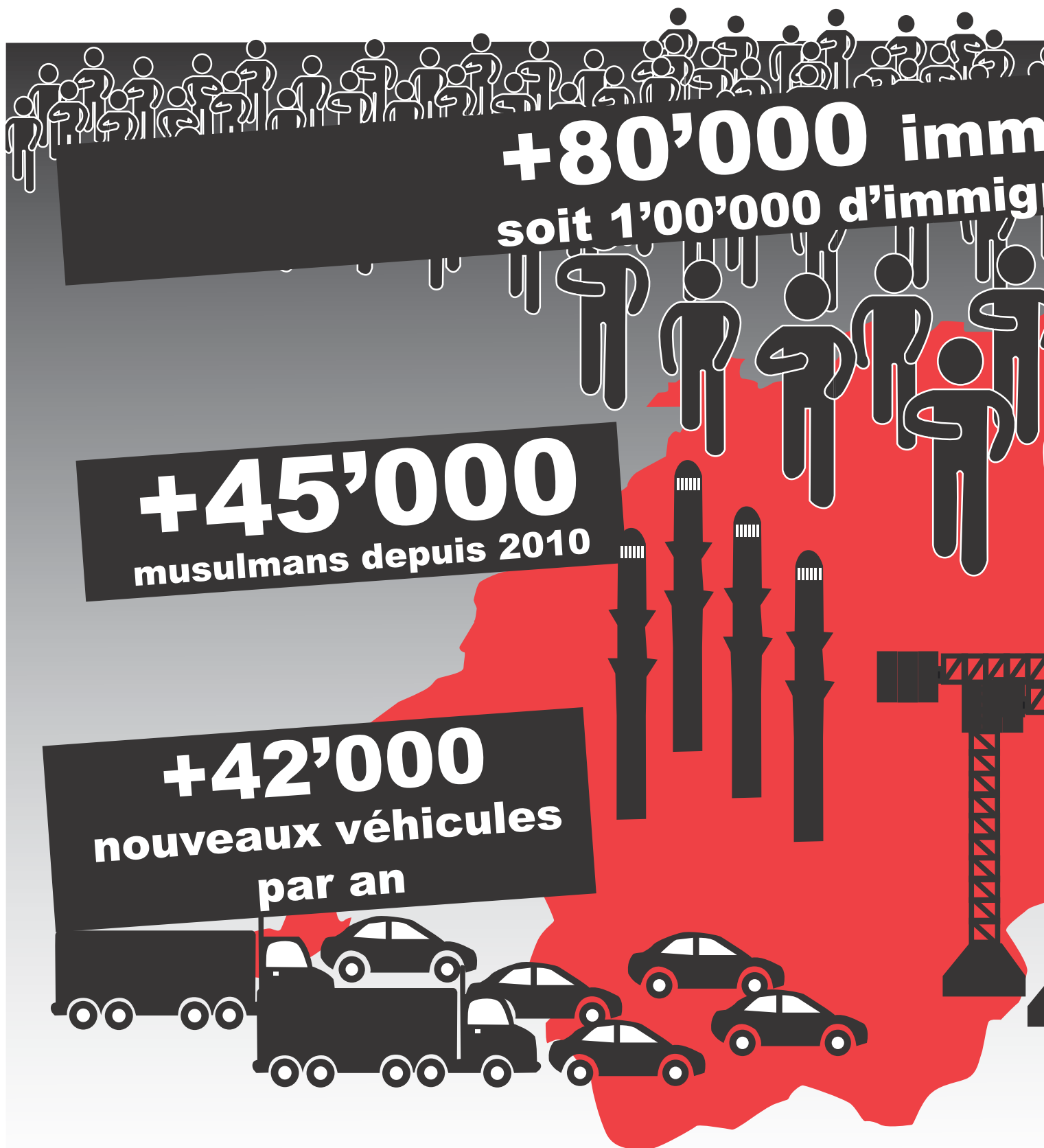
Pages 4-7

CONSEIL DES ÉTATS



*Fabienne Despot
Michaël Buffat*



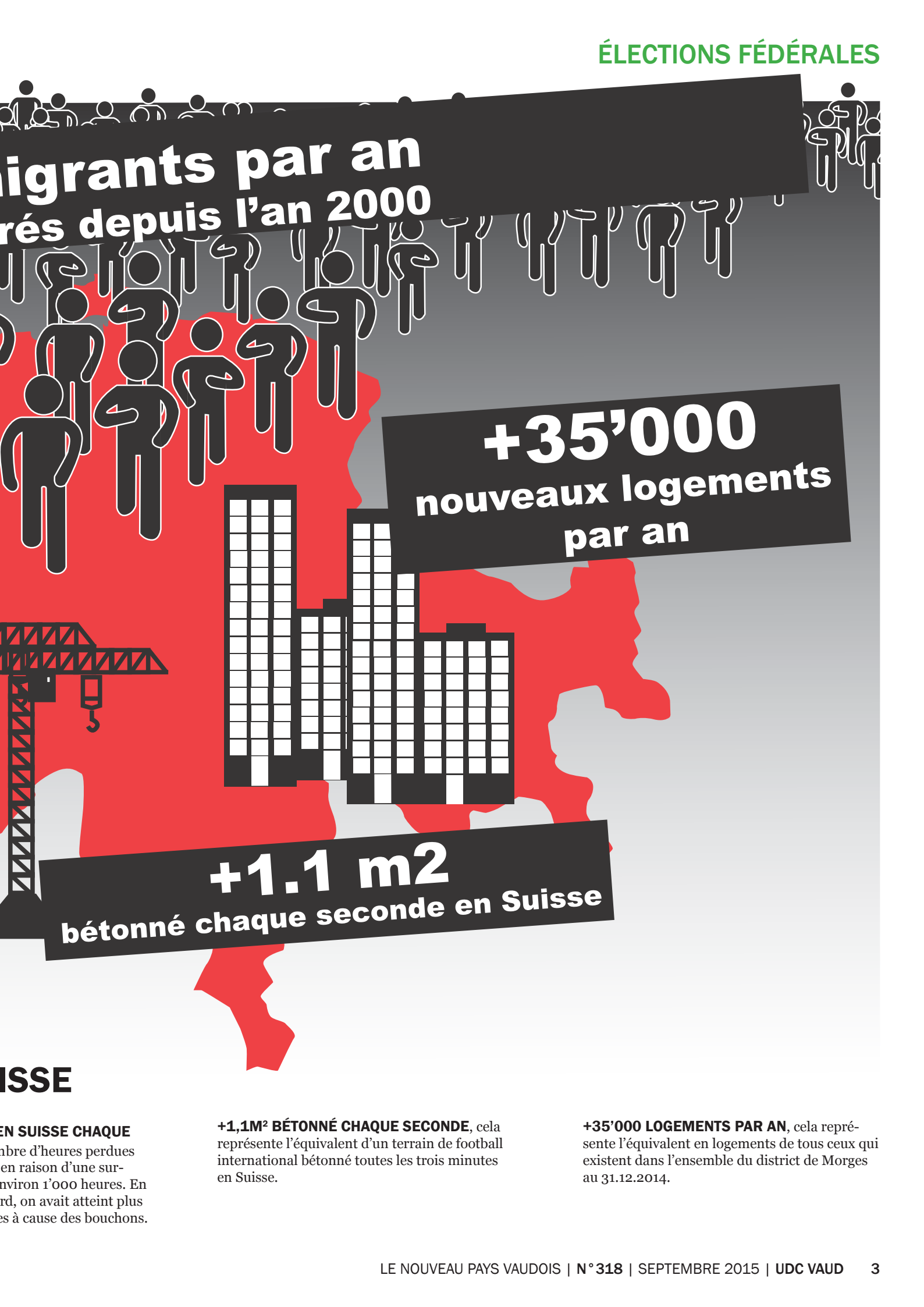


VOICI LA RÉALITÉ CHIFFRÉE DE LA DÉMESURE EN SUISSE

+80'000 IMMIGRANTS PAR AN, cela représente deux fois la population de la ville de Fribourg qui immigre chaque année en Suisse. Depuis l'acceptation de la libre circulation des personnes en 2000, le solde migratoire s'élève à 1'000'000 d'étrangers supplémentaires.

+45'000 MUSULMANS DEPUIS 2010, cela représente la population cumulée des villes de Montreux et de Vevey. En 2013, plus de 340'000 musulmans vivaient en Suisse, c'est l'équivalent de toute la population du canton du Tessin.

+42'000 VÉHICULES PAR AN. En 1995, le nombre de véhicules dans les embouteillages était de 17'000. En 2013, le nombre de véhicules dans les embouteillages était de 17'000, soit 23 ans plus tard, de 17'000 heures perdues.



migrants par an
rés depuis l'an 2000

+35'000
nouveaux logements
par an

+1.1 m²
bétonné chaque seconde en Suisse

ISSE

EN SUISSE CHAQUE
nombre d'heures perdues
en raison d'une sur-
environ 1'000 heures. En
rd, on avait atteint plus
es à cause des bouchons.

+1,1M² BÉTONNÉ CHAQUE SECONDE, cela
représente l'équivalent d'un terrain de football
international bétonné toutes les trois minutes
en Suisse.

+35'000 LOGEMENTS PAR AN, cela repré-
sente l'équivalent en logements de tous ceux qui
existent dans l'ensemble du district de Morges
au 31.12.2014.

Aménagement du territoire : Entre rêve et réalité

Comment gérer l'idéalisme d'une votation populaire et sa mise en application ? Par exemple la LAT et ses conséquences sur l'aménagement du territoire cantonal.

Il est logique et responsable de préserver les terres agricoles tant au niveau paysager qu'en tant que surface destinée à une agriculture dynamique et productive. On se doit de limiter leur raréfaction en étudiant attentivement les projets boulimiques en surface. La densification de l'habitat en zone urbaine comme en zone rurale apparaît aujourd'hui comme évidente et responsable.

L'autorité doit se donner la possibilité d'augmenter le



Pierre-André
Pernoud

Député, syndic et candidat
au Conseil national

coefficient d'utilisation du sol de manière à gérer harmonieusement les zones constructibles. Mais voilà, les derniers exemples urbains nous prouvent que ce n'est pas du goût de tous les citoyens. Densifier oui, mais pas devant chez moi. Réflexe fréquemment observé.

L'application de la LAT en milieu rural aura des conséquences significatives envers les zones actuellement constructibles et qui perdront ce droit par l'application de

cette loi. Conséquences financières, implication des garanties bancaires grevant ces bien-fonds, cela va forcément alimenter des conflits juridiques importants.

Les villages auront des possibilités extrêmement limitées et contrôlées de se développer dans les régions dites excentrées. Nous veillerons à limiter tant que faire se peut les impacts négatifs de cette loi.

Infrastructures et mobilité : Se décider à agir... enfin !

Depuis plusieurs années, le réseau routier suisse est au bord de l'asphyxie. Bouchons et chicanes rythment la vie des automobilistes si bien qu'une journée sans problèmes devient exceptionnelle.

Cette situation est le résultat de l'inaction de nos autorités dans le domaine et par l'augmentation incontrôlée de la population liée à l'immigration de masse que nous vivons actuellement.

Pour l'UDC, il est primordial que ce problème d'infrastructures soit pris à bras le corps et que des solutions émergent au plus vite. Combien de temps allons-nous encore attendre le grand contournement de Morges, l'élargissement de



Bastien
Schobinger

Député, conseiller
communal et candidat au
Conseil national, Jeunes
UDC

nos autoroutes, la réfection de certains tronçons ? Ces infrastructures sont vitales pour notre pays, notre population et notre économie et l'UDC doit se battre en ce sens.

Pour ce qui est du financement, il faut absolument que les impôts prélevés sur la route retournent à la route. Aujourd'hui, 41.5% de ces impôts vont dans la caisse de la Confédération et financent la politique de l'arrosage voulue par la gauche.

Les automobilistes sont en droit d'attendre des infrastructures de qualité sans qu'ils deviennent des vaches à lait ou qu'on les traite de criminels (Via Sicura).

*Il faut que les
impôts prélevés
sur la route
retournent à la
route.*

Développer l'innovation et la recherche suisses

La formation, la recherche et l'innovation en Suisse sont des domaines de la plus haute importance qui nous offrent une position avantageuse sur le plan international.

Aujourd'hui, de nombreuses idées naissent dans nos hautes écoles puis se transforment en projets de recherche et permettent alors à de nombreux secteurs de progresser. Ce sont des fondamentaux pour l'économie et l'industrie suisses.

En 2014, les startups de l'EPFL ont levé plus de 220 millions de francs de capitaux privés et le nombre de startups créées à l'EPFL a doublé : 24 nouvelles entreprises ont vu le jour contre 12 en 2013.



Catherine
Buchet

Conseillère communale
et candidate au Conseil
national

L'UDC a toujours souligné qu'il fallait renforcer le transfert de connaissances entre les universités et l'économie afin de créer des plus-values. L'UDC se bat pour une plus grande liberté entrepreneuriale et ne veut en aucun cas entraver l'activité économique qu'elle veut aussi libre que possible. Elle prône un marché du travail flexible et un partenariat social - entendez la création d'emplois - solidement ancrés dans notre économie.

Il est indéniable de souligner que le partage des tâches entre

les acteurs privés et publics en matière de recherche et d'innovation est un succès. Mais rien n'est acquis. L'UDC n'a jamais relativisé la recherche en Suisse. Elle demande simplement que les fonds importants absorbés soient engagés pour des projets à réelle plus-value.

*L'UDC se bat
pour une plus
grande liberté
entrepre-
neuriale.*

Les élèves vaudois victimes de la communautarisation des classes

Suite à l'immigration de masse dans nos régions, nous nous trouvons de plus en plus confrontés à une forte affluence d'élèves étrangers dans nos classes vaudoises, ce qui crée malheureusement quelques problèmes.

Tout d'abord, les personnes de nationalité étrangère ne parlent pas systématiquement français. Cela peut donc retarder l'avancement du programme à cause des difficultés de compréhension de certains. Suite à cela, le cours peut devenir vite ennuyeux et nos élèves seront plus vite enclins à la dissipation et la déconcentration.

De surcroît, j'ajouterai que cette communautarisation engendre un déficit de professeurs important et une augmentation



Julie
Wagnières

Candidate au Conseil
national
Jeunes UDC

considérable de l'effectif des classes qui peut parfois effleurer les 30 personnes. Encore une fois, l'étudiant vaudois se trouve lésé car, d'une part, plus on est dans une classe, plus il est difficile d'y conserver le silence et le calme et deuxièmement, la disponibilité du professeur est nettement diminuée. De ce fait, les jeunes en difficulté bénéficieront de moins d'assistance et d'attention de la part du maître (ce qui pourrait nuire à leur progression).

En conclusion, il serait judicieux de créer des classes spéciales pour ces gens, non pas pour les discriminer, mais pour mieux les construire. Les enfants d'aujourd'hui sont les constructeurs de l'avenir de la Suisse. Donnons-leur les clefs pour réussir au mieux et dans les meilleures conditions.

Péréquation et facture sociale, conséquences pour les communes

Le système de péréquation intercommunal est si compliqué et pervers que la plupart des élus y perdent leur latin et sont bien incapables d'en expliquer ne serait-ce qu'une partie.

A l'heure où un grand nombre de communes vaudoises doivent se serrer la ceinture, l'Etat nous incite par ses critères de péréquation à des dépenses thématiques, comme l'investissement dans le réseau routier ou en sollicitant encore plus les contribuables, tout ça dans le but de moins participer à la péréquation.

Enfin, après des années, le coût de la facture sociale s'est stabilisé grâce à la droite qui a réussi à stopper l'hémorragie. Du moins provisoirement.



Philippe Mayor

Syndic et candidat au Conseil national

Pourtant le mal est fait, l'Etat est beaucoup trop engagé et une trop grande partie de la population obtient des prestations sociales.

Si les petites communes du canton ne bénéficient pas ou que très peu de la facture sociale, elles sont directement pénalisées par l'évolution des coûts qui influence leur budget.

Une fois de plus, que l'on parle de péréquation ou de facture sociale, les communes payent et l'Etat décide.

L'Etat est beaucoup trop engagé et une trop grande partie de la population obtient des prestations sociales.

Concurrence déloyale de l'étranger

Depuis les accords sur la libre circulation des personnes entre l'UE et la Suisse en 2002, le nombre de travailleurs venant de l'étranger a tout simplement doublé, passant à 90'300 en 2012.

Cette concurrence étrangère est devenue au fil du temps l'un des thèmes d'actualité. Chez nos amis genevois, c'est même devenu un thème de campagne. Alors qu'en est-il ? Le constat est pourtant sans appel... Seule défense des entreprises concernant cette concurrence à nos propres chômeurs, le soit-disant manque de qualification... Mais de qui se moque-t-on ? D'un côté, on nous vante la qualité de notre formation, de notre système scolaire et de nos écoles et de l'autre nous ne



Arthur Petit

Conseiller communal et candidat au Conseil des Etats, Jeunes UDC

serions pas assez qualifiés pour répondre aux besoins spécifiques de l'économie...

Est-ce cela le problème ? N'est-ce pas finalement plus facile d'embaucher un Européen qui sera prêt à faire tous les sacrifices pour un emploi plutôt que de piocher dans notre main-d'œuvre nationale avec toutes les obligations que cela comporte ?

Il est clair que la politique gauchisante de notre Berne fédérale actuelle ne va pas dans

Il est clair que la politique gauchisante de notre Berne fédérale actuelle ne va pas dans le sens d'un soutien à nos chômeurs.

le sens d'un soutien à nos chômeurs et nos jeunes qui ne demandent qu'à travailler et qui ne trouvent devant eux que des portes closes !

La gauche hypothèque la sécurité des citoyens

Alors que la Ville de Lausanne caracole, depuis plusieurs années déjà, en tête des villes les moins sûres de Suisse, la Municipalité publiait récemment son programme de lutte contre la criminalité, cuvée 2015-2016.

L'imminence d'échéances électorales majeures n'est naturellement étrangère au choix du moment pour se livrer à cet exercice, lequel s'apparente d'ailleurs passablement à un autosatisfecit. Dans la brochure publiée pour l'occasion, la Municipalité se gargarise bruyamment de la baisse du nombre d'infractions au Code pénal en 2014.

S'il y a certes lieu de saluer les quelques progrès réalisés, il



Valentin
Christe

Conseiller communal et
candidat au Conseil
national, Jeunes UDC

convient de rester lucide : Lausanne demeure hélas la ville la plus dangereuse de Suisse. Après quinze ans de règne sans partage de la gauche, les conséquences de sa politique irresponsable se font cruellement sentir. Cette même gauche qui a soutenu mordicus l'abandon des frontières, l'assouplissement insensé de notre droit pénal, et une immigration massive dont les seuls faits divers montrent qu'elle est indiscutablement liée à la recrudescence d'actes criminels, ne peut au-

jourd'hui espérer être crédible lorsqu'elle feint de prendre à bras-le-corps le problème de la criminalité. Contre ce laxisme désolant, et pour garantir la sécurité des citoyens, il n'y a qu'une seule solution : voter UDC le 18 octobre prochain !

*Lausanne
demeure la ville la
plus dangereuse
de Suisse.*

Les dégâts de l'asile, l'exemple de Bex

Depuis 30 ans, la commune de Bex accueille des réfugiés politiques. La cohabitation n'est pas simple.

Au début, avant les années nonante, il s'agissait souvent de familles avec des enfants. Avec l'évolution de ces dernières années de la politique intégrative à tout prix du canton, les enfants ont été intégrés dans les classes de l'établissement bellerin.

Avec les années, la population des requérants a passé de familles à des hommes seuls, puis à nouveau à des familles, grâce à la pression politique. En effet, au début des années 2000, l'UDC locale a lancé une initiative populaire demandant



Pierre-Yves
Rapaz

Député, municipal et
candidat au Conseil
national

que la commune rachète le bâtiment. Malgré la volonté populaire exprimée, l'Etat de Vaud n'a pas vendu ledit bâtiment. La municipalité n'a dès lors eu de cesse d'exiger du Conseil d'Etat toutes les mesures nécessaires pour éviter que le centre ne devienne une plaque tournante de trafic de drogue.

Malheureusement, ce trafic n'a pas cessé, bien au contraire. Aujourd'hui, force est de constater que les rues de notre paisible village sont un véritable marché ouvert de drogues diverses.

Notre police locale et notre gendarmerie sont bien impuissantes face à un tel fléau, surtout lorsque la majorité politique du canton ne cesse de ramollir les lois et de banaliser ce trafic.

En conclusion, il est important de faire comprendre aux requérants que nous sommes d'accord de les accueillir durant le temps où ils sont en danger dans leur pays, mais qu'au moment où ce n'est plus le cas, ils doivent rentrer chez eux et aider à reconstruire leur pays.

LES CANDIDATS AU CONSEIL DES ÉTATS



Fabienne Despot
Michaël Buffat
au Conseil des Etats




La nouvelle voix
de notre canton

Dylan KARLEN
Arthur PETIT

au Conseil des Etats



IMPRESSUM

ADMINISTRATION ET PUBLICITÉ

Le Nouveau Pays vaudois
Rue de la Louve 1
1003 Lausanne
T 021 806 32 90
F 021 806 32 91
E secretariat@udc-vaud.ch
CCP 10-4168-3

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Le Nouveau Pays vaudois
Kevin Grangier
Rue de la Louve 1
1003 Lausanne

CONCEPTION ET RÉALISATION

POINTCOM, D.KARLEN
Agence de communication
1845 Noville
www.dkarlen.com

IMPRESSION

CDS imprimerie SA
1844 Villeneuve
www.cdsimprimerie.ch

TIRAGE

3'000 exemplaires

AGENDA

Du samedi 12 septembre au lundi du Jeûne 21 septembre, l'UDC sera présente au Comptoir Suisse de 10h00 et 19h00 à Beaulieu, Lausanne.

Samedi 3 octobre, grand rassemblement UDC sur la Place du Marché de Vevey, de 09h00 à 13h00, avec animation musicale, concours avec prix et verre de l'amitié.

Dimanche 18 octobre, stamm UDC à la buvette du Grand Conseil, de 12h00 à 18h00, Palais de Rumine, place de la Riponne, Lausanne.



**COMPTOIR
SUISSE**

Du samedi 12 au lundi du Jeûne 21 septembre 2015, l'UDC a le plaisir de vous accueillir à son stand lors du Comptoir Suisse à Beaulieu, Lausanne entre 10h00 et 19h00 tous les jours.

Renseignements:
021 806 32 90, secretariat@udc-vaud.ch

NOMINATION



Philippe Krieg

Le groupe UDC au Grand Conseil a le plaisir d'accueillir dans ses rangs un nouveau député en la personne de **Philippe Krieg**, ancien municipal de Jouxteins-Mézery, député de l'arrondissement de Lausanne qui succède à François Brélaz. Ainsi, le groupe UDC au Grand Conseil est à nouveau au complet et compte désormais 27 députés.